



HAL
open science

Master Économie appliquée

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Économie appliquée. 2013, Université Paris Ouest Nanterre La Défense. hceres-02040191

HAL Id: hceres-02040191

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040191>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Economie appliquée

de l'Université Paris Ouest Nanterre
La Défense

Vague D – 2014-2018

Campagne d'évaluation 2012-2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Formations
et des diplômes

Le Directeur

Jean-Marc Geib



Evaluation des diplômes Masters – Vague D

Académie : Versailles

Etablissement déposant : Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) : /

Mention : Economie appliquée

Domaine : Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA140007349

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense ; commune : Nanterre.

- Délocalisation(s) : /

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention *Economie appliquée* (EA), à double finalité recherche et professionnelle, est demandée en renouvellement. A la suite d'une profonde restructuration des mentions relevant de l'économie au sein de l'établissement, elle comporte une seule spécialité avec comme dénomination *Economie internationale, politiques macroéconomiques et conjoncture* (EIPMC) et correspond maintenant à une seule des cinq spécialités présentées lors de la précédente vague de demande d'habilitation. Elle s'appuie sur le parcours *Economie appliquée et économétrie* de la licence (troisième année L3) et ensuite sur deux parcours de première année M1 (économie, finances) aux enseignements quantitatifs et empiriques marqués ; une telle construction permet l'acquisition progressive et la maîtrise de contenus théoriques fondamentaux en économie (aspects internationaux et macroéconomiques) et en techniques quantitatives. Elle autorise également le passage du M1 vers d'autres mentions en deuxième année (M2) offertes en sciences économiques. La spécialité est ouverte en formation continue.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

La mention-spécialité vise à former des cadres ou des enseignants-chercheurs dans deux grands domaines de l'économie : la macroéconomie internationale et la finance internationale, avec des compétences fortes sur les plans théoriques et empiriques. Une présentation détaillée des objectifs scientifiques et professionnels ainsi que des contenus des enseignements souligne le caractère spécifique de la formation et sa complémentarité avec les autres



mentions proposées en sciences économiques. La justification de la distinction entre la dénomination de la mention et celle de l'unique spécialité qui y est attachée n'apparaît pas dans le dossier ; la construction du dossier, en présentant les parcours de M1 dans la partie mention et le contenu de M2 dans la partie spécialité, ajoute à la confusion. Par ailleurs, la structure de l'offre de formation de l'établissement en sciences économiques de L3 à M2 (fournie en annexe), en révélant la pluralité et la diversité des parcours et des spécialités, ne permet pas de comprendre une telle distinction. Les mutualisations en M2 sont réduites aux techniques quantitatives. Quelques disproportions entre la durée des enseignements et les crédits européens attribués doivent être relevées (par exemple 4,5 crédits européens pour différentes combinaisons de cours magistraux (CM) et de travaux dirigés (TD) : 24 heures de CM ou bien 24 heures de CM et 16 heures de TD ou encore 36 heures de CM). La dimension recherche est acquise par l'introduction à la lecture d'articles scientifiques suivie de la réalisation de dossiers puis de mémoires. La maîtrise de l'expression écrite et orale, l'entraînement à l'exercice de synthèse et d'identification de l'information pertinente, l'habitude du traitement de bases de données et d'interprétation des résultats statistiques, l'apprentissage du travail en équipe fournissent de larges compétences préprofessionnelles. La réalisation de stages (M1 et M2) ouvre à l'immersion professionnelle. L'utilisation de la langue anglaise (cours, lecture d'articles, participation à des colloques et des conférences) complète la formation avec la préparation optionnelle au TOEIC (Test of English for international communication).

La mention-spécialité EA-EIPMC offre une spécialisation dans les problématiques relevant de l'économie internationale, de la macroéconomie et de la politique économique, en complémentarité des mentions offertes par Paris 10. Elle est adossée à une équipe de recherche reconnue (EconomiX, UMR CNRS 7235) à laquelle appartiennent les enseignants académiques (axe « Macroéconomie internationale et économétrie financière » en particulier). Quelques professionnels du secteur bancaire interviennent et participent à des journées d'études et de recherche (les thèmes abordés ne sont pas indiqués). Les collaborations avec le secteur professionnel sont développées à l'occasion des stages, de contrats de financement de thèses et d'offres d'emplois. Un partenariat particulier existe avec l'école d'ingénieurs de l'Institut français du pétrole Energies nouvelles quant à l'offre de stages, sans lien apparent avec la mention traitant de l'environnement et de l'énergie. Les relations internationales institutionnelles restent encore insuffisamment développées malgré les réseaux entretenus par les enseignants-chercheurs ainsi que la présence à l'étranger d'étudiants (stages) et de diplômés (emplois occupés). Un projet de diplôme d'université (DU), s'appuyant sur la mention *Economie appliquée* et offert en langue anglaise, est en réflexion.

L'absence d'informations sur le nombre de dossiers de candidatures en M1 ne permet pas de juger de l'attractivité et de l'orientation de la formation dès le M1 ; le taux de réussite est faible (40 à 65 %) en raison d'abandons, en dépit de la vigilance sur la maîtrise des techniques quantitatives. En M2, la formation est sélective (près de 150 candidatures), constituée de promotions (24-25 étudiants) dont 30 à 40 % d'étudiants viennent de l'extérieur (recrutement sur dossier avec résumé du mémoire de M1 et projet de recherche). Malgré ce soin, le taux de réussite reste autour de 65 à 75 %. L'information sur l'insertion des diplômés est fournie par une enquête menée par le responsable de la formation ; l'insertion est correcte (70 % ont un premier emploi dans les 6 mois) dont environ un tiers à l'international. Les poursuites en doctorat (20 à 35 %) sont soumises à l'obtention d'un financement (contrat doctoral, contrat CIFRE-Convention industrielle de formation par la recherche).

L'équipe pédagogique est composée d'enseignants et de professionnels qualifiés. L'équipe administrative est réduite et non spécifique à la formation ; le traitement des dossiers (candidatures, stages, contrats de formation), la coordination des intervenants, l'organisation des soutenances (dossiers, stages, mémoires), le suivi des étudiants sont exigeants en temps. Il serait dommageable pour la formation que la faiblesse de l'équipe administrative constitue une entrave à la prospection auprès des entreprises, françaises ou étrangères. Un conseil de perfectionnement est réuni une fois par an. Un livret de l'étudiant, très détaillé, est fourni en début d'année (papier et site web). Un système d'évaluation des enseignements est progressivement mis en place.

● Points forts :

- La formation est adossée à une équipe de recherche de grande qualité.
- Les compétences des intervenants (académiques, professionnels) sont en adéquation avec les objectifs de la mention.
- L'articulation de la formation permet des acquis progressifs, en particulier dans le domaine des techniques quantitatives.
- L'intervention des professionnels ouvre à des possibilités d'emplois en adéquation avec la formation.
- Les taux d'insertion dans les métiers visés sont bons.



- Points faibles :
 - Les dénominations différentes retenues pour la mention et l'unique spécialité ne sont pas justifiées et sont susceptibles d'entraîner des confusions.
 - L'aspect international est non présent malgré l'intitulé ; l'ouverture à l'international reste inexistante en termes institutionnels malgré la réalisation de stages à l'étranger, l'obtention d'emplois pour les diplômés et les réseaux construits par les enseignants-chercheurs.
 - Le taux de réussite reste faible en M1 et modeste en M2 malgré le processus de recrutement et la sélection opérée.
 - La faiblesse du soutien administratif accroît la charge des responsables pédagogiques.

Recommandations pour l'établissement

La nécessaire mise en cohérence du contenu de la formation et de sa dénomination impose un changement de son intitulé ; cela éviterait l'ambiguïté existant entre mention et spécialité. Une alternative pourrait consister à redéployer la spécialité dans une autre mention, par exemple *Economie et société*.

La mise en place d'une vérification d'acquis solides en techniques quantitatives à l'entrée de M1 limiterait les abandons et les échecs. En outre, des mises à niveau de soutien en début d'année (voire en prérentrée) et du tutorat en techniques quantitatives pourraient permettre la réussite des étudiants ayant des lacunes dans cette discipline mais disposant par ailleurs d'un fort potentiel dans les domaines de la macroéconomie et de la finance.

Le soutien administratif de la formation par l'établissement constituerait un signal fort de la qualité et du rayonnement de la formation.

Des recherches de coopération et partenariats pourraient être développées avec des établissements étrangers.

Notation

- Projet pédagogique (A+, A, B, C) : B
- Positionnement de la mention dans l'environnement scientifique et socio-économique (A+, A, B, C) : B
- Insertion professionnelle et poursuite des études choisies (A+, A, B, C) : B
- Pilotage de la mention (A+, A, B, C) : B



Evaluation par spécialité

Economie internationale, politiques macroéconomiques et conjoncture

La mention n'ayant qu'une spécialité, se reporter à l'appréciation de la mention.



Observations de l'établissement

Responsable de la formation :

NOM Prénom COUHARDE Cécile

Email cecile.couharde@u-paris10.fr

I/ Observations relatives à la MENTION

1/ Observations portant sur la rubrique « SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION »

Appréciation globale

La distinction entre les intitulés de la mention et de la spécialité se justifie à plusieurs égards. Le M2 *Economie Internationale, Politiques Macroéconomiques et Conjoncture* (EIPMC) est désormais très visible au sein de la communauté universitaire et auprès du milieu non académique, et attire un nombre de plus en plus important de candidats. Sa dénomination est connue et reflète parfaitement le contenu de la formation dispensée. Changer aujourd'hui son intitulé serait évidemment fortement nuisible à ces visibilité et réputation acquises depuis plusieurs années. L'intitulé de la mention est différent car la formation proposée en M1 est naturellement plus diversifiée que celle proposée dans la spécialité de M2. La mention *Economie appliquée* a de même acquis une solide réputation dans le domaine des masters en économie. Elle est connue et attire un grand nombre de candidats, en augmentation continue. Afin de conserver sa visibilité, il est donc fondamental de préserver son intitulé. Enfin, le master *Economie appliquée* entretient de nombreuses relations avec diverses institutions, à l'instar de la Banque de France, de l'Ocde, offrant notamment des stages à nos étudiants. Changer l'intitulé de la mention serait nuisible à ces collaborations puisque cela restreindrait fortement le champ couvert par la formation et réduirait en conséquence le nombre de stages offerts : à titre d'exemple, l'économie internationale n'est pas une spécialité de la Banque de France, contrairement à l'économie appliquée.

Concernant les crédits accordés aux différents enseignements, ils ont été effectués en tenant compte non seulement de la nature des enseignements (CM, TD, CM et TD), de leur caractère mutualisé ou non avec les autres mentions des Masters d'Economie mais également en considérant les heures de travail personnel impliqué par les différents enseignements, conformément à ce qui avait été demandé par l'Etablissement. A titre d'exemple, l'enseignement *Atelier d'Econométrie* dont le volume horaire correspond à un TD de 24h se voit attribuer un crédit de 6 ECTS en raison du travail personnel impliqué par cet enseignement, qui est en l'occurrence la rédaction d'un projet économétrique.

S'agissant des relations internationales institutionnelles, il convient de mentionner que celles-ci sont très fortement développées autour d'événements tels que les journées d'économétrie financière ou les doctorales en Macroéconomie internationale et Econométrie financière organisées chaque année et auxquelles les étudiants de M2 doivent assister. A cela il convient d'ajouter les professeurs invités, notamment dans le domaine de l'économétrie, qui interviennent chaque année dans le cadre du M1 et du M2.

S'agissant des statistiques, l'université met en place un observatoire de la vie

	<p>étudiante, des statistiques détaillées seront donc prochainement disponibles. Le taux de réussite s'explique par l'absence de vérification des prérequis à l'entrée en M1. La vérification de ces prérequis prévue dans le cadre du LMD3 aura pour conséquence d'accroître le taux de réussite.</p> <p>Faute de moyens, l'équipe administrative est effectivement commune à plusieurs masters.</p>
Points forts	Nous remercions les évaluateurs pour le travail effectué.
Points faibles	<p>Dénominations. La distinction entre les dénominations de M1 et M2 existe depuis la création du diplôme et n'a jamais donné lieu à confusion. Au contraire, cette distinction reflète le fait que l'année de M1 est naturellement moins spécialisée que celle de M2 en offrant une vraie formation d'économie appliquée. Le M1 et le M2 ont acquis une solide réputation au cours de ces dernières années ainsi qu'une visibilité notable tant auprès de la communauté universitaire qu'après du milieu professionnel. Il serait donc nuisible de procéder à un changement d'intitulé maintenant alors même que la visibilité du master est très importante. Il nous semble donc fondamental de préserver la réputation et la visibilité de notre formation en conservant les intitulés actuels.</p> <p>Aspect international. Outre les nombreux stages effectués à l'étranger par nos étudiants ainsi que l'obtention d'emplois à l'international, l'aspect international du master est très fortement développé autour d'événements tels que les journées d'économétrie financière ou les doctoriales organisées chaque année et auxquelles les étudiants de M2 doivent assister. A cela il convient d'ajouter les professeurs invités, notamment dans le domaine de l'économétrie, qui interviennent chaque année dans le cadre du M1 et du M2. Enfin, un nombre croissant d'étudiants du M2 rédigent leurs mémoires majeurs en anglais.</p> <p>Taux de réussite. Le taux de réussite actuel s'explique par le fait qu'il n'existe pas de sélection à l'entrée du M1. Il convient par ailleurs de souligner que sa valeur est principalement liée aux abandons (souvent dès le début de l'année universitaire) et non pas à de réels échecs. La vérification des prérequis prévue dans le cadre du LMD3 aura naturellement pour conséquence d'accroître ce taux.</p> <p>Soutien administratif. La résolution de ce point nécessite des moyens accrus au niveau de l'université.</p>

2/ Observations portant sur la rubrique « RECOMMANDATION POUR L'ETABLISSEMENT »

La recommandation relative au changement d'intitulé ne nous paraît pas adéquate. Pour les raisons expliquées précédemment, il est primordial de conserver les intitulés de la mention et de la spécialité dans la mesure où celles-ci ont acquis une solide réputation et une véritable visibilité au cours de ces dernières années. Procéder à un changement des intitulés serait en conséquence fortement nuisible. Ces intitulés sont par ailleurs pleinement conformes au contenu de la formation. D'une part, la mention *Economie Appliquée* est le prolongement du parcours *Economie Appliquée* et *Econométrie* proposée dans le L3 *Economie*. D'autre part, la spécialité de M2 est le prolongement de la première année de master *Economie Appliquée*. Il existe donc une réelle cohérence au niveau de l'ensemble du cursus de formation dans le cadre de la logique « LMD », d'autant plus que le master est adossé à l'axe de recherche qui rassemble le plus grand nombre de doctorants au sein de l'UMR *EconomiX*. La spécialité de M2 ne peut en aucun cas s'intégrer dans la mention *Economie et sociétés* dans la mesure où son contenu quantitatif n'est pas en cohérence avec le contenu de la mention suggérée. La Mention *Economie et sociétés* propose, en effet, des formations pluridisciplinaires qui allient notamment des cours en *Economie* et en *Sociologie* et relève d'ailleurs pour partie de l'UFR *Sciences Sociales et Administration (SSA)*. La mention *Economie appliquée* offre, quant à elle, une formation quantitative de haut niveau, la seule à même de préparer parfaitement au M2 *EIPMC* et il

convient absolument de la préserver et d'en préserver sa spécificité. D'ailleurs, les étudiants de Nanterre souhaitant faire ce M2 s'inscrivent naturellement dans la mention *Economie Appliquée*. L'intégration du M2 à la mention Economie et société serait donc très fortement préjudiciable, sans aucune cohérence avec le contenu de la formation proposée, avec une première année de master qui ne permettrait pas de préparer à la spécialité de deuxième année.

La vérification d'acquis solides en techniques quantitatives en M1 est prévue dans le cadre de la vérification des prérequis mise en place lors du LMD3. Cela limitera ainsi les abandons et échecs.

L'accueil de professeurs invités et la venue d'économistes étrangers lors des événements organisés en marge du master doivent effectivement servir de base au développement de partenariats avec des établissements étrangers.

3/ Observations portant sur la rubrique « NOTATION »

Dans la mesure où la réputation et la visibilité du master n'ont cessé de progresser au cours de ces dernières années et que le M2 EIPMC s'était vu attribuer la notation A lors de la précédente évaluation, la notation B ne nous semble pas refléter cette dynamique croissante, la qualité de la formation proposée ainsi que l'insertion aussi bien professionnelle qu'académique (poursuite en thèse) des diplômés issus de cette formation.

II/ Observations relatives à la SPECIALITE 1

Intitulé	Economie internationale, politiques macro-économiques et conjoncture
----------	--

REMARQUE : Les responsables de formation ont apporté, ci-dessus, les observations relatives au rapport d'évaluation de leur formation qui leur semblaient pertinentes.

Deux précisions sont apportées par l'Etablissement :

1/ **L'Observatoire de la Vie Etudiante (OVE)** de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense a été mis en place en juin 2013. En partenariat avec les responsables de formation, il a pour missions de collecter, analyser et diffuser des enquêtes sur la réussite des étudiants dans leur formation et sur leur devenir professionnel. Les équipes de formations bénéficieront, dans le contrat 2014-2018, de ces données demandées par l'AERES. Accessible directement sur le site de l'université (<http://ove.u-paris10.fr/>), l'OVE publiera les enquêtes nationales ou celles de l'établissement.

2/ Dans le contrat 2014-2018, **l'Etablissement s'engage également à définir et à formaliser**, en concertation avec les équipes de formation, **une procédure d'évaluation des formations par les étudiants**, en s'appuyant sur les nombreuses formes d'évaluation qui existent d'ores et déjà dans l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Le Président de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense
M. Jean-François Balaudé

